



CHAPITRE 124

Loi refondant la charte des Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres et concernant l'Hôpital Notre-Dame de Charny

[Sanctionnée le 30 avril 1964]

Préambule.

ATTENDU que la corporation "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres" de Sainte-Anne-des-Monts, dans le comté de Gaspé-Nord, a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle a été constituée en corporation par la loi 21 George V, chapitre 152, sous le nom de "Sœurs de Saint-Paul";

Que par un règlement adopté en vertu de l'article 3 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (S.R.Q. 1941, chapitre 280), et validé par l'arrêté en conseil no 444, le 26 avril 1950, elle a changé son nom en celui de "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres";

Que depuis la passation de la loi la constituant en corporation, la congrégation a constaté que les pouvoirs de la corporation ne sont pas suffisants pour la réalisation de ses œuvres;

Qu'il apparaît opportun de définir et de changer certains pouvoirs;

Qu'il apparaît opportun et nécessaire actuellement de constituer en corporation certaines maisons appartenant à la congrégation;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à ces fins et qu'il convient de faire droit à la demande contenue dans sa pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

CHAPTER 124

An Act to consolidate the charter of the Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres and respecting l'Hôpital Notre-Dame de Charny

[Assented to 30th April 1964]

WHEREAS the corporation "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres" of Sainte-Anne-des-Monts, in the county of Gaspé-North, has, by its petition, represented:

That it was incorporated by the act 21 George V, chapter 152, under the name of "Sœurs de Saint-Paul";

That by a by-law adopted under section 3 of the Special Corporate Powers Act (R.S.Q. 1941, chapter 280) and confirmed by order in council no 444, on the 25th of April 1950, it changed its name to that of "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres";

That since the passing of its act of incorporation the congregation has found that the powers of the corporation are not adequate for the carrying out of its works;

That it appears opportune to define and change certain powers;

That it now appears opportune and necessary to incorporate certain houses belonging to the congregation;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purposes and it is expedient to grant the prayer contained in its petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1930-31,
c. 152, aa.
1 à 9,
remp.

1. Les articles 1 à 9 de la loi 21 George V, chapitre 152 sont remplacés par les suivants:

Nom
changé.

"1. La corporation déjà existante sous le nom de "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres", de Sainte-Anne-des-Monts, ci-après appelée la corporation, a pour nom "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres".

Siège
social

"2. Le siège social de la corporation est en la municipalité de Sainte-Anne-des-Monts, district de Gaspé.

Membres.

"3. Les personnes qui sont ou deviendront membres de la congrégation et qui sont ou seront attachées à une maison de la province du Canada de la congrégation dans la province de Québec sont membres de droit de la corporation, mais seulement tant qu'elles y demeurent ainsi attachées et qu'elles restent membres de la congrégation.

Fins.

"4. Les fins de la corporation sont la religion, la charité, l'enseignement, l'éducation et le bien-être.

Pouvoirs,
etc.

"5. La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et elle peut spécialement:

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

b) ester en justice;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des postulats, noviciats, résidences, chapelles, maisons, couvents, établissements, monastères; des écoles de techniciens, des instituts familiaux, des écoles normales, ou autres institutions semblables, et à ces fins avoir des écoles d'enseignement postsecondaire, accorder des diplômes ou certificats de compétence qui ne soient pas contraires aux lois de la province; des crèches; des écoles de toutes sortes pour enfants, telles que maternelles, garderies, orphelinats, jardins d'enfants, centres récréatifs, terrains de jeux, colonies de vacances, bibliothèques; des foyers de réhabilitation; foyers de retraite; œuvres de service social et de bien-être; maisons d'enseignement et d'éduca-

1. Sections 1 to 9 of the act 21 George V, chapter 152, are replaced by the following: 1930-31,
c. 152, ss.
1-9 re-
placed.

"1. The corporation already existing under the name of "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres", of Sainte-Anne-des-Monts, hereinafter called "the corporation", shall have the name of "Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres". Name
changed.

"2. The corporate seat of the corporation shall be in the municipality of Sainte-Anne-des-Monts, district of Gaspé. Corporate
seat.

"3. The persons who are or shall become members of the congregation and who are or shall be assigned to a house of the province of Canada of the congregation in the province of Quebec shall be members of the corporation of right, but only as long as they remain so assigned and remain members of the congregation. Members.

"4. The objects of the corporation shall be religion, charity, instruction, education and welfare. Objects.

"5. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and it may in particular: Powers
etc.

a. have a seal and alter it at will;

b. appear before the courts;

c. acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking related to its objects;

d. acquire, establish, possess, maintain, administer and manage postulants, novitiates, residences, chapels, houses, convents, establishments, monasteries; schools for technicians, family institutes, normal schools or other similar institutions, and for such purposes conduct schools for post-graduate training, and grant diplomas or certificates of qualification, not contrary to the laws of the province; nurseries; schools of all kinds for children, such as kindergartens, day-nurseries, orphanages, infant schools, recreational centres, playgrounds, summer camps, libraries; rehabilitation centres; retreats; social service and welfare works; teaching and educational establishments; hospices; homes; and infirmaries within

tion; hospices; foyers; ainsi que des infirmeries conformément aux dispositions du paragraphe *a* de l'article 1 de la Loi des hôpitaux;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;

g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou grever d'une autre charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

h) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

i) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280), ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

k) aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une des siennes, lui céder tout bien gratuitement ou non, lui faire des prêts, cautionner ou garantir ses obligations ou engagements;

l) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre;

n) établir et maintenir des cimetières et ériger des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, de ses bienfaiteurs ou de toute personne liée à la corporation par quelque relation, en se conformant à la Loi des inhumations et exhumations (Statuts refondus, 1941, chapitre 316), et faire tenir des registres de l'état civil pour

the meaning of paragraph *a* of section 1 of the Hospitals Act;

e. bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

f. borrow money on its credit by any method recognized by law;

g. hypothecate or pledge its immovables, give as security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

h. issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

i. notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), or any act that may replace the same;

j. invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

k. assist any person pursuing any object similar to one of its own, cede any property gratuitously or not and make loans to such person, and secure or guarantee the obligations and engagements of such person;

l. accept any gift, legacy or other liberality;

m. acquire, possess, administer and alienate any moveable and immovable property, by all legal methods and under any title;

n. establish and maintain cemeteries and erect vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members and benefactors or of any person in any way connected with the corporation, in conformity with the Burial Act (Revised Statutes, 1941, chapter 316) and cause registers of civil status to be kept for such burials and disinterments by the minister

constater ces inhumations et exhumations par le ministre du culte désigné par le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain du diocèse où se trouve le siège social de la corporation;

o) faire tenir des registres de l'état civil;

p) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions ou tous ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, faits sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

q) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la substance et à l'entretien de ses membres, des personnes à son service et de celles qui ont quelque relation avec elle;

r) céder ou aliéner autrement la totalité ou une partie quelconque de ses entreprises et œuvres, gratuitement, ou en disposer ou les vendre, pour toute considération jugée appropriée;

s) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à favoriser la poursuite de ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

t) demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui serait de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

u) conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des œuvres ou des opérations qui peuvent lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation, ou devenir actionnaire de toute compagnie poursuivant des entreprises ou activités qui peuvent l'aider dans la mise en œuvre de ses pouvoirs;

v) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des œuvres en relation avec ses fins;

of religion designated by the clergyman acting as Roman Catholic bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated;

o. cause registers of civil status to be kept;

p. erect, possess, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings or works suitable for the pursuit of its ends, on its immoveables or on those of which it has the enjoyment and contribute or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

q. provide for the education, instruction, sustenance and support of its members, of persons in its service, and of those connected with it;

r. cede or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works gratuitously, or dispose of or sell the same for any consideration deemed sufficient;

s. make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its ends, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

t. solicit, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly, and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

u. make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or operations which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for any other similar purposes; join any group or become a member of any association or corporation or become a shareholder of any company pursuing undertakings or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

v. associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

w) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.

w. do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

Immeubles non utilisés.

"6. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

"6. The corporation must dispose, within a reasonable delay, of immovables which, for a period of seven consecutive years, have not been utilized for the pursuit of its objects. Immovables not utilized.

Règlements.

"7. La corporation peut, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant:

"7. The corporation may, by by-law, make, amend and repeal provisions respecting:

a) sa régie interne;

a. its internal management;

b) la nomination, les fonctions, les devoirs et les pouvoirs de ses officiers, agents et serviteurs.

b. the appointment, functions, duties and powers of its officers, agents and servants.

Fondations.

"8. La corporation peut accepter des fondations pour des fins religieuses, charitables, éducatives, ou d'assistance, et conséquemment, recevoir, comme dépositaire légal, ministre fiduciaire, légataire et donataire les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

"8. The corporation may accept endowments for religious, charitable, educational or welfare purposes and accordingly receive, as legal depository, fiduciary agent, legatee and donee the property given or transmitted by gift, will or otherwise by the donor and bind itself, as such, to carry out the charges established by the donor, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its own assets. Endowments.

Patrimoine distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré individuellement et une comptabilité distincte doit être tenue pour chacun d'eux. La corporation exerce sur chacun de ces patrimoines les droits d'un propriétaire absolu et peut employer un sceau particulier pour chacun.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately and separate accounts shall be kept for each. The corporation shall exercise the rights of absolute owner in respect of each patrimony and may use a special seal for each. Distinct patrimony.

Dots.

"9. Les dots constituées par ses membres, ou pour ses membres, tant qu'elles ne sont pas devenues la propriété définitive de la corporation, sont considérées comme des fondations faites sous le régime de l'article précédent.

"9. Settlements constituted by or for its members shall be considered as endowments made under the preceding section, as long as they have not become the permanent property of the corporation. Settlements.

Changement de nom, etc.

"10. La corporation peut, avec l'autorisation du secrétaire de la province, modifier son nom ou changer l'endroit de son siège social, lequel doit être fixé en la province.

"10. The corporation, with the authorization of the Provincial Secretary, may change its name and the place of its corporate seat, which must be located in the province. Change of name, etc.

Avis.

Un avis de toute telle modification est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Notice of every such change shall be published in the *Quebec Official Gazette*. Notice.

Fonds
d'amortis-
sement.

"11. La corporation doit établir un fonds d'amortissement pour toutes ses émissions de bons, d'obligations ou de valeurs qui ne sont pas remboursables par annuités.

"11. The corporation must establish a sinking-fund for all its issues of bonds, debentures or securities which are not repayable by annual instalments.

Sinking-fund.

Copie
d'acte de
fiducie.

La corporation doit garder à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a passé et toute personne intéressée peut au besoin et sans frais en prendre communication et même en prendre des extraits.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party and any person interested may refer to such copy and make extracts therefrom at any time and without cost.

Copy of trust deed.

Activités
des postu-
lantes,
etc.

"12. Les postulantes, les novices, ou les professes de la congrégation peuvent mettre leurs activités au service de la corporation ou de toute corporation créée en vertu de la présente loi et en arrêter les conditions qui produisent alors leurs effets nonobstant toute loi à ce contraire, tant qu'elles restent postulantes, novices ou professes de la congrégation.

"12. The postulants, novices or professed nuns of the congregation may engage their activities in the service of the corporation or of any corporation created under this act and determine the conditions thereof, which shall then have effect notwithstanding any law to the contrary, as long as they remain postulants, novices and professed nuns of the congregation.

Activities of postulants, etc.

Désigna-
tion des
membres.

"13. Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné sous le nom qu'il porte en religion.

"13. Any member of the corporation may designate herself and be designated by the name she bears in religion.

Designation of members.

Demande
de dissolu-
tion pro-
hibée, par
membre
etc.

"14. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution ni réclamer de la corporation, ou de toute corporation constituée en vertu de la présente loi, même s'il cesse d'en être membre, aucune compensation pour le travail accompli au service ou au bénéfice de l'une ou de l'autre.

"14. No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it, or from any corporation constituted under this act, even on ceasing to be a member thereof, any compensation for work done in the service or for the benefit of either.

Members' rights restricted.

Corpora-
tion repré-
sentante
de ses
membres.

"15. La corporation représente ses membres et peut, en son nom mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité:

"15. The corporation represents its members and may in its name, but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity:

Corpora-
tion repre-
sents
members.

a) exercer en justice leurs recours qui n'ont pas été institués;

a. exercise their judicial recourse where proceedings have not been commenced;

b) de sa propre autorité, en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux, malgré leur capacité de la continuer.

b. of its own motion, and at any stage of the proceedings, continue suits commenced by them, despite their capacity to continue the same.

Recours.

La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours prévus par la loi au cas de décès accidentel d'un de ses membres.

The corporation may also exercise for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, such recourses as are provided by law in case of the accidental death of any of its members.

Certain recourses.

Conseil
d'admini-
stration.

"16. Les pouvoirs de la corporation sont exercés par son conseil d'administration.

Idem.

Le nombre, les qualités requises, la nomination, l'élection des membres de ce conseil, la durée de leurs fonctions, leurs pouvoirs et devoirs sont déterminés par les règlements de la corporation.

Déclaration.

"17. La corporation doit produire au greffe de la Cour supérieure, dans le district où se trouve son siège social, une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (Statuts refondus, 1941, chapitre 277); la corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés au paragraphe 4 du même article.

Registres.

"18. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

a) les règlements adoptés en vertu des pouvoirs conférés par la présente loi;

b) les nom, prénoms, nationalité et domicile de chaque membre de la corporation, en indiquant pour chacun son nom en religion, la date de son admission et celle où il a cessé d'être membre;

c) les nom, prénoms et occupation de chaque membre de son conseil d'administration, en indiquant pour chacun la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'occuper sa fonction;

d) un résumé des dispositions des fondations acceptées sous le régime de l'article 8;

e) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles en indiquant pour chacune le principal, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

Force
probante.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits revêtus du sceau de la corporation et certifiés par le secrétaire de la corporation.

Consulta-
tion, etc.

Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, un extrait certifié.

"16. The powers of the corporation shall be exercised by its board of management. Board of management.

The number, qualifications, appointment and election of the members of such board, the duration of their term of office and their powers and duties shall be determined by the by-laws of the corporation. Idem.

"17. The corporation shall file in the office of the Superior Court in the district where its corporate seat is situated a declaration containing the information provided for in subsection 2 of section 2 of the Partnership Declaration Act (Revised Statutes, 1941, chapter 277); the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in subsection 4 of the same section. Declaration.

"18. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing: Registres.

a. the by-laws made under the powers conferred by this act;

b. the surname, given names, nationality and address of each member of the corporation, indicating, as regards each, her name in religion, the date of her admission and the date when she ceased to be a member;

c. the surname, given names and occupation of each member of its board of management indicating, as regards each, the date of her entry into office and the date when she ceased to hold office;

d. a summary of the provisions of the endowments accepted under section 8;

e. the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts bearing the seal of the corporation and certified by its secretary. Proof.

Any person interested may consult them and obtain a certified extract therefrom at his expense. Consultation, etc.

Certificat
de mem-
bre.

"19. Un certificat du chancelier du diocèse de Gaspé, ou, suivant le cas, du diocèse comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation, constitue pour toutes fins la preuve qu'une personne est membre de la corporation, fait partie de son conseil d'administration ou occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

"19. A certificate of the chancellor of the diocese of Gaspé or of the diocese comprising in its limits the place of the corporate seat of the corporation, as the case may be, shall constitute proof for all purposes that a person is a member of the corporation, is a member of its board of management or holds an office contemplated by this act or the by-laws of the corporation.

Certificate
of mem-
bership.

Dissolu-
tion.

"20. Le secrétaire de la province, à la requête de la corporation, peut déclarer la corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du sixantième jour qui suit la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

"20. The Provincial Secretary, upon petition by the corporation, may declare the corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

Dissolu-
tion.

Donations
par corpo-
rations.

"21. Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à consentir et à faire à la corporation les donations qu'elles jugent convenables et à en acquitter les considérations pour aider à défrayer le coût de construction et d'entretien de ses établissements, dépendances et succursales, et ce par résolution adoptée à la majorité des administrateurs alors présents à une assemblée convoquée à cette fin, pourvu qu'il y ait quorum.

"21. Notwithstanding any contrary or incompatible provision, corporations constituted under the laws of the province are authorized to grant and to make to the corporation such gifts as they deem expedient and to pay the proceeds thereof to help defray the cost of construction and maintenance of its establishments, dependencies and branches, and this by resolution passed by a majority of the directors then present at a meeting called for the purpose, provided that there be a quorum at such meeting.

Gifts by
corpora-
tions.

Corpora-
tions sub-
sidiaries.

"22. 1. Sur présentation d'une requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant en corporation, pour l'une ou plusieurs des fins mentionnées à l'article 4, toute maison, province, conseil, comité, titulaire, organisme ou œuvre de la congrégation. La requête doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres ou de son unique membre, de ses administrateurs et, s'il y a lieu, de son visiteur.

"22. 1. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may issue, on such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province incorporating, for one or more of the purposes mentioned in section 4, any house, province, council, committee, officer, board or undertaking of the congregation. The petition shall state the name of the new corporation, its purposes or objects, the location of its head office, the powers, rights and privileges which it shall enjoy and the rules for the exercise of its powers and the appointment of its members or its sole member, its directors and, if need be, its visitor.

Incorpo-
ration of
subsidi-
aries.

Avis.

2. Un avis de l'émission de ces lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

2. Notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Notice.

Pouvoirs.

3. Une corporation ainsi constituée a entre autres pouvoirs ceux d'une corpora-

3. A corporation so created shall have, among other powers, those of a corporation

Powers.

tion formée par lettres patentes sous le grand sceau de la province.

Change-
ment de
fins, etc.

4. A la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de cette corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice et changer son nom ou l'endroit de son siège social dans la province. Un avis de ces lettres patentes supplémentaires est alors publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dissolu-
tion.

5. Sur présentation d'une requête d'une corporation constituée en vertu du présent article, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute et cette dissolution ne prend effet que le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dévolu-
tion de
biens.

6. Au cas de dissolution, les biens de la corporation dissoute sont dévolus à la corporation constituée par la présente loi après paiement de ses obligations.

Succes-
sion.

"23. A la requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, par les lettres patentes constituant une corporation sous le régime de l'article précédent, décréter que cette corporation succède à une corporation alors existante, et déclarer cette dernière éteinte pourvu que cette dernière y ait consenti par résolution de son ou de ses administrateurs, ou de ses membres selon le cas.

Transfert
de droits,
etc.

La corporation qui succède à la corporation éteinte est saisie de tous ses droits, biens et privilèges et est tenue de ses obligations, de la date d'émission de ces lettres patentes; toute disposition de biens faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation qui lui succède et toute procédure qui aurait pu être commencée par la corporation éteinte ou contre elle peut être valablement commencée ou continuée par la corporation qui lui succède ou contre elle.

Enregis-
trement.

La corporation qui succède doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement, aux bureaux d'enregistrement des circonscriptions où sont situés les immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission des immeubles résultant de la présente loi et des dispositions

constituted by letters patent under the Great Seal of the Province.

4. Upon petition by a corporation constituted under this section, the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation as well as the rules established for the exercise thereof and change its name or the location of its head office in the Province. Notice of such supplementary letters patent shall then be published in the *Quebec Official Gazette*.

Amend-
ment of
objects,
etc.

5. Upon the petition of a corporation incorporated under this section, the Provincial Secretary may declare it dissolved and such dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

Dissolu-
tion.

6. In case of dissolution, the property of the dissolved corporation, after payment of its obligations, shall revert to the corporation incorporated by this act.

Reversion
of proper-
ty.

"23. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor, by the letters patent incorporating a corporation under the preceding section, may enact that such corporation succeeds a corporation then existing and declare the latter dissolved, provided that the latter has agreed thereto by resolution of its director or directors or of its members, as the case may be.

Succes-
sion.

The corporation succeeding the corporation dissolved shall be vested with all its rights, property and privileges and shall be bound by its obligations from the date of issue of such letters patent; any disposal of property made in favour of the corporation dissolved shall be considered as made to the corporation succeeding it and any proceedings that might have been commenced by or against the corporation dissolved may validly be commenced or continued by or against the corporation succeeding it.

Transfer
of rights,
etc.

The succeeding corporation shall cause to be registered in conformity with the laws respecting registration, at the registry offices of the places where the immovables are situated, a declaration showing the transfer of immovables resulting from this act and the provisions of the letters

Registra-
tion.

de ses lettres patentes et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transmis.

patent thereof and describing, according to law, the immoveables so transferred.

Corporation pour opérer hôpital.

“24. 1. Sur présentation d’une requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province, des lettres patentes constituant une corporation aux fins de posséder, maintenir et exploiter un hôpital. La requête doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l’exercice de ses pouvoirs et la désignation des ses membres et de ses administrateurs.

“24. 1. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may issue, upon such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province constituting a corporation for the purpose of owning, maintaining and operating a hospital. The petition shall state the name of the new corporation, its purposes or objects, the location of its head office, the powers, rights and privileges which it shall enjoy and the rules for the exercise of its powers and the designation of its members and directors.

Corporation to operate a hospital.

Avis.

2. Un avis de ces lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

2. Notice of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Notice.

Pouvoirs.

3. Une corporation ainsi constituée a les pouvoirs d’une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau de la province.

3. A corporation so constituted shall have the powers of a corporation constituted by letters patent under the Great Seal of the Province.

Powers.

Change-ment des fins, etc.

4. A la requête d’une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de cette corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice et changer son nom ou l’endroit de son siège social lequel doit être situé dans la province. Un avis de ces lettres patentes supplémentaires est alors publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

4. Upon petition by a corporation constituted under this section, the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation as well as the rules established for their exercise and change its name or the location of its head office which must be situated in the Province. Notice of such supplementary letters patent shall then be published in the *Quebec Official Gazette*.

Amendment of objects, etc.

Dissolution.

5. Sur présentation d’une requête d’une corporation constituée en vertu de présent article, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute aux conditions qu’il détermine et cette dissolution ne prend effet que le soixantième jour suivant la publication d’un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

5. Upon petition by a corporation incorporated under this section, the Provincial Secretary may declare it dissolved on such conditions as he shall determine, and such dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of a notice to such effect in the *Quebec Official Gazette*.

Dissolution.

Dispositions applicables.

Toutes les dispositions actuelles et futures de la Loi des hôpitaux, des règlements faits en vertu de cette loi, et de leurs modifications, s’appliquent à toute corporation constituée en vertu du présent article et une telle corporation ne doit pas y déroger.

All the present and future provisions of the Hospitals Act, of the regulations made thereunder, and of their amendments, shall apply to any corporation incorporated under this section and no such corporation shall derogate therefrom.

Provisions to apply.

Dispositions non affectées.

“25. Aucune disposition de la présente loi ne déroge aux dispositions de la Loi des Hôpitaux, de la Loi de l’assurance-hospitalisation et des lois qui régissent la prati-

“25. No provision of this act shall derogate from the provisions of the Hospitals Act, the Hospital Insurance Act, the laws governing the practice of medicine, dentist-

Provisions safeguarded.

que de la médecine, de l'art dentaire et de la pharmacie, ni aux règlements faits en vertu de ces lois, et les pouvoirs accordés par la présente loi doivent être exercés conformément à ces dispositions et règlements."

Premier
conseil
d'admini-
stration.

2. Les membres actuels du conseil de la province du Canada de la congrégation des Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres sont les membres du conseil d'administration de la corporation, jusqu'à ce qu'un conseil d'administration soit en fonction conformément aux règlements qui auront été adoptés par la corporation.

Validité
de certains
actes.

3. Les biens acquis, les actes faits, les contrats passés, les engagements pris et les transactions faites par la corporation l'ont été aussi valablement que si cette corporation avait agi en vertu de décisions prises légalement par un conseil légalement en fonction, le tout sous réserve des dispositions de la Loi des Hôpitaux et des règlements faits en vertu de cette loi.

Idem.

4. Les biens acquis, les actes faits, les contrats passés, les engagements pris et les transactions faites par l'Hôpital Notre-Dame de Charny, constitué en corporation par lettres patentes émises le 12 juillet 1947, enregistrées le 18 juillet 1947, Libro 210, Folio 113, en vertu des pouvoirs conférés par la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, l'ont été aussi valablement que si cette corporation d'hôpital avait agi en vertu de décisions prises légalement par un conseil légalement en fonction et le conseil d'administration actuel de l'hôpital est déclaré être régulièrement et légalement en fonction, le tout sous réserve des dispositions de la Loi des Hôpitaux et des règlements faits en vertu de cette loi.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ry or pharmacy or the regulations made under such laws or acts, and the powers granted by this act shall be subject to such provisions and regulations."

2. The present members of the council of the province of Canada of the congregation of the Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres shall be the members of the board of management of the corporation until a board of management is in office in accordance with the by-laws which shall be made by the corporation.

First
board
of man-
agement.

3. The property acquired, things done, contracts made, obligations assumed and transactions effected by the corporation were acquired, done, made, assumed and effected as validly as if the corporation had acted under decisions legally taken by a council legally in office, the whole subject to the provisions of the Hospitals Act and the regulations made thereunder.

Validity
of past
acts.

4. The property acquired, things done, contracts made, obligations assumed and transactions effected by l'Hôpital Notre-Dame de Charny, incorporated by letters patent issued on the 12th of July 1947, registered on the 18th of July 1947, Libro 210, Folio 113, in accordance with the powers granted by Part III of the Quebec Companies Act, were acquired, done, made, assumed and effected as validly as if that hospital corporation had acted under decisions legally taken by a council legally in office, and the present board of management of the hospital is declared to be regularly and lawfully in office, the whole subject to the provisions of the Hospitals Act and the regulations made thereunder.

Idem.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.